



**mission
inclusion**

**Revue de presse
15 au 28 février 2022**



Table des matières

Mission inclusion	3
Disparition de la monnaie: quand quêter n'est plus une option	4
Métro – 2022-02-24	4
Champs d'action au Québec	6
Des maisons pour les pères en détresse	7
Le Journal de Montréal – 2022-02-20.....	7
L'Escouade'O voit le jour à Shawinigan [RADIO]	8
Radio-Canada – 2022-02-21	8
3,5 M \$ pour des logements sociaux destinés aux femmes à Rouyn-Noranda	9
Radio-Canada – 2022-02-23	9
Québec créera un «ombudsman» des droits des enfants	10
Le Devoir – 2022-02-23	10
DES ACTIONS QUI NE PASSENT PAS INAPERÇUES	12
La Voix de l'Est – 2022-02-26 – p. 23.....	12
Des villes inquiètes du REM et de l'avenir d'AccèsLogis	14
Le Devoir – 2022-02-28	14
«Sans la Maison Oxygène, j'aurais perdu ma fille»	17
La Voix de l'Est – 2022-02-28.....	17
Champs d'action à l'international	20
LES FAMILLES LES PLUS PAUVRES SONT DÉJÀ À COURT DE STOCK ALIMENTAIRE	21
Action contre la faim – 2022-02-22.....	21
Dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse menace 13 millions de personnes	23
Le Soleil – 2022-02-23.....	23
« Au Nigeria comme ailleurs, les ressources naturelles enrichissent certains mais sapent le développement »	25
Le Monde – 2022-02-24.....	25
Actualité à surveiller	26



Mission inclusion



Disparition de la monnaie: quand quêter n'est plus une option

Métro – 2022-02-24

Par : Jules Couturier

<https://journalmetro.com/societe/2781670/disparition-monnaie-queter-option/>

Qui trimballe encore de la monnaie dans ses poches? Très peu de personnes. Si le quotidien de la majorité est simplifié par le paiement par carte ou cellulaire, le mode de vie des personnes en situation d'itinérance qui recourait à la quête pour survivre s'en trouve, lui, grandement affecté, voire compromis.

«La disparition de la monnaie creuse les inégalités sociales, estime Caroline Dufour, directrice stratégie et impact social pour l'organisme Dans la rue. Il faut être très patient aujourd'hui pour faire de la quête.»

En effet, maintenant qu'il est rendu (trop) facile de dire à une personne qui quémande que l'on n'a rien sur soi (parce que c'est vrai), les sans-abri sont invisibilisés plus que jamais dans l'espace public, confirme Elisabeth Greissler, professeure à l'École de travail social de l'Université de Montréal.

Dans ce contexte, certains abandonnent la quête et auraient adopté à la place des comportements criminels simplement pour assurer leur survie. Des méthodes inquiétantes qui sont appelées à devenir de plus en plus communes, se désole Caroline Dufour.

Mais la générosité de la population québécoise n'a pas complètement disparu pour autant.

Certains passants donnent ce qu'ils peuvent, achètent des lunchs sur demande; d'autres offrent même – étonnamment – des virements Interac.

«Mais, souvent, [les personnes sans-abri] n'ont pas de compte en banque, précise Mme Dufour. Quand quelqu'un est en situation de survie, il est possible qu'il fasse une connerie, comme frauder la banque en déposant un faux chèque dans le guichet pour en retirer des billets. La personne est bannie de la banque pour cela. C'est un classique. C'est une raison, entre autres, pour laquelle les personnes en situation d'itinérance ne peuvent pas accepter de virement Interac.»

Les organismes communautaires proposent des solutions de remplacement. Les personnes en situation d'itinérance peuvent, par exemple, faire du travail à la journée, comme du nettoyage urbain.

«Le travail à la journée a quelque chose de très positif, indique Mme Dufour. Ça amène ces personnes à penser à réintégrer le marché du travail.»

Une solution technologique?

En Chine, où la monnaie aussi disparaît, une technologie permet aux personnes en situation d'itinérance de quémander à l'aide d'un système de paiement numérique impliquant un code QR. Le fait de ne pas avoir de monnaie n'est donc plus une excuse.



Serait-ce applicable ici? Jonathan Latreille-Chevalier, gestionnaire des programmes au Québec chez **Mission inclusion**, ne le croit pas.

«On vise davantage des solutions à échelle humaine plutôt que technologiques», affirme-t-il.

La solution à cette situation réside dans la création de liens entre les ressources et les personnes, estime le spécialiste.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des maisons pour les pères en détresse

Le Journal de Montréal – 2022-02-20

<https://www.journaldemontreal.com/2022/02/20/des-maisons-pour-les-peres-en-detresse-1>

Dans la foulée de sa rupture amoureuse, Daniel Vanier a perdu son emploi. Il dormait sur le sofa d'un ami et il ne pouvait plus voir sa fille Zoé.

«Ça n'allait pas bien à une époque dans ma vie, suite à une séparation qui fut assez difficile avec la mère de ma fille», explique-t-il.

«Les organismes qui pouvaient m'aider à l'époque, c'était soit des maisons de thérapie, soit des centres pour les itinérants. Moi, je ne cadrais dans aucun de ces deux dossiers-là, donc ils ne pouvaient pas vraiment m'aider», poursuit l'homme.

C'est à ce moment qu'il a entendu parler des Maisons Oxygène.

Ces maisons viennent en aide à des pères qui sont en instance de séparation, ou séparés depuis quelques mois, qui ne vont pas très bien et qui ont de la difficulté à trouver un logement qui pourrait être adéquat pour les enfants, résume Annick Lavogiez, intervenante psychosociale chez les Maisons Oxygène.

Présentement, il y a 21 Maisons Oxygène au Québec. Son président affirme qu'on pourrait facilement doubler le nombre de centres d'hébergement pour répondre à la demande.

«Les demandes ont doublé, et depuis l'automne, dans plusieurs maisons, les demandes ont triplé», explique le président Patrick Desbiens.

Pendant quelques mois, les pères sont hébergés. Ils reçoivent de l'aide et du soutien, dont du soutien psychologique.

«Les hommes, on ne se plaint pas, les hommes, on ne dit pas toujours ce qu'on ressent, on ne pleure pas. Alors, c'est difficile parfois de trouver un organisme à qui je pouvais parler des choses que je vivais, des difficultés, sans avoir la sensation de me plaindre, si on veut aider. Ça m'a aidé beaucoup à me rebâtir complètement», témoigne Daniel Vanier.

Lorsqu'il résidait dans une Maison Oxygène, il a pu recommencer à voir sa fille.

«Habituellement, la mère est très contente de savoir que le papa est allé chercher de l'aide, puis qu'il souhaite continuer de jouer un rôle dans la vie de son ou de ses enfants», explique Patrick Desbiens.

Daniel a maintenant son logement. Il a repris le contrôle de sa vie.

Il conseille aux hommes qui sont en difficulté d'aller chercher de l'aide.

«Moi, ce que je pourrais dire, c'est de lever la main avant qu'il soit trop tard. Allez-y quand vous avez des difficultés, puis n'attendez pas d'être pris par vous-même toujours. N'hésitez pas à demander de l'aide», lance-t-il.

[Retour à la table des matières](#)



L'Escouade'O voit le jour à Shawinigan [RADIO]

Radio-Canada – 2022-02-21

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/en-direct/segments/entrevue/391262/distribution-eau-potable-shawinigan-communautaire-organisme>

Le Trait d'Union de Shawinigan lance sa propre initiative. L'Escouade 'Ô est un service de jumelage entre bénévoles et personnes vulnérables. Les bénévoles recrutés iront remplir des contenants d'eau aux différents points de distribution mis en place par la Municipalité pour ensuite les livrer à ceux qui ne sont pas en mesure de se déplacer, comme les personnes âgées. Au micro de l'émission En direct, Mathieu Gélinas, directeur général du Centre d'action bénévole le Trait d'union à Shawinigan, explique que cette initiative découle d'une concertation entre les intervenants du milieu et la santé publique pour combler le trou de service laissé par l'annonce de la Ville de mettre fin à la distribution.

[Retour à la table des matières](#)



3,5 M \$ pour des logements sociaux destinés aux femmes à Rouyn-Noranda

Radio-Canada – 2022-02-23

Par : Alexia Martel-Desjardins

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1864386/appartement-demunis-dame-pauvrete>

Le gouvernement octroie 3,5 M \$ pour un projet de 14 logements sociaux destinés aux femmes vulnérables à Rouyn-Noranda.

L'organisme les Marginales prévoit de construire un nouvel immeuble offrant 14 logements.

On vient en aide aux jeunes femmes qui ont certaines problématiques, soit d'itinérance ou de santé mentale, et qui veulent reprendre leur vie en main. Donc, on offre des logements supervisés à loyer très modique et on les aide à reprendre le contrôle sur leur vie, explique la vice-présidente de l'organisme les Marginales, Émilie Langlois.

Divers outils sont offerts aux femmes desservies par l'organisme.

Les aider à trouver un emploi, le retour aux études, leur apprendre à gérer un budget. Souvent, elles ont des enfants, donc ça peut être de reprendre leurs compétences parentales, précise Mme Langlois.

Cependant, l'organisme continue de chercher 250 000 \$ qui sont nécessaires pour accomplir le projet.

Un appel d'offres sera lancé prochainement, ce qui permettra de savoir si le projet de construction est viable.

Émilie Langlois se réjouit de voir que des sommes aient été allouées à l'organisme.

On était vraiment contents. On ne se cachera pas que ça fait très longtemps qu'on travaille sur ce projet-là. On avait demandé nos unités, qui avaient été accordées, mais c'était très nébuleux sur comment on allait financer cette construction-là. Donc c'est une belle reconnaissance du milieu et de ce que l'on fait comme organisme, dit-elle.

Ce montant de 3,5 M \$ fait partie du financement de plus de 9 M \$ qui a été annoncé pour la construction de 40 nouveaux logements sociaux et abordables en Abitibi-Témiscamingue.

Deux autres projets bénéficient donc de cette somme. À Val-d'Or, 20 logements seront développés pour la clientèle autochtone, et à Malartic, 6 logements pour un centre de crise.

[Retour à la table des matières](#)



Québec créera un « ombudsman » des droits des enfants

Le Devoir – 2022-02-23

Par : François Carabin

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/677973/dpj-quebec-creera-un-ombudsman-des-droits-des-enfants>

Appelé à modifier le rôle du directeur national de protection de la jeunesse pour le rendre plus indépendant, le ministre Lionel Carmant reste inflexible. La création d'un commissaire aux droits des enfants dans un projet de loi subséquent apaisera plusieurs inquiétudes, assure-t-il.

« Je pense que les gens confondent les deux rôles », a indiqué M. Carmant en entrevue avec Le Devoir mardi matin, quelques minutes avant d'entamer l'étude détaillée de son projet de loi 15 visant à réformer la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ).

Dans son rapport publié en mai de l'année dernière, la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse — présidée par Régine Laurent — recommandait au gouvernement de procéder à la création de deux postes distincts dans le cadre de sa réforme de la DPJ : un poste de directeur national de protection de la jeunesse ainsi qu'un poste de commissaire au bien-être et aux droits des enfants.

Le premier a été encadré dans le projet de loi déposé en décembre par le ministre Carmant. Le deuxième n'avait pas encore fait l'objet d'une annonce concrète. Or, mardi, l'élu a confirmé que le poste de commissaire verrait le jour, et ce, par le truchement d'un projet de loi. « Il va falloir attendre un second mandat si on veut être réalistes », a-t-il dit au Devoir.

La semaine dernière, en commission parlementaire, plusieurs intervenants ont déploré que le poste de directeur national soit intrinsèquement lié à un siège de sous-ministre adjoint. Dans un mémoire, une quinzaine de directeurs régionaux de protection de la jeunesse ont évoqué des risques de dérive et d'influence politique. Les groupes d'opposition pressent Québec de procéder par vote à l'Assemblée nationale pour éviter toute « ingérence ».

D'après le ministre Carmant, il y a confusion des genres.

« Le rôle qu'on a donné à la directrice nationale, c'est un rôle d'harmonisation des pratiques. La commission [Laurent] a insisté pour qu'elle ait un rôle de sous-ministre adjoint, a dit l'élu de la Coalition avenir Québec. Éventuellement, on va regarder pour le commissaire. »

Des modifications

En entrevue, M. Carmant a reconnu qu'il désirait revoir certains aspects de son projet de loi. Comme il l'avait promis la semaine dernière, il modifiera le préambule du texte législatif afin de faire de l'intérêt du jeune la priorité dans l'analyse des dossiers.

Le député de Taillon souhaite également inscrire la violence conjugale comme « motif de compromission » de la sécurité de l'enfant. Les comportements violents d'un parent envers l'autre pourraient donc devenir un prétexte pour recourir à la DPJ. « Si on vient donner plus d'information sur l'impact de la violence conjugale sur le développement de l'enfant, ça devient vraiment un argument fort », a-t-il dit.



La semaine dernière, Régine Laurent a demandé à M. Carmant de réviser la loi pour permettre aux jeunes de rester en famille d'accueil jusqu'à l'âge de 21 ans. « En audience, des jeunes nous ont dit : arrêtez d'être une usine à itinérance. Rester en famille d'accueil, ça permet de ne pas se ramasser dans la rue », avait-elle raconté.

La voie législative n'est pas la bonne pour revoir le processus de transition à la vie adulte, selon M. Carmant, qui a tout de même pris acte des réserves qui ont été exprimées la semaine dernière. L'élu maintient qu'à terme, il sera possible pour un jeune de rester en famille d'accueil après ses 18 ans.

« Pour le moment, ça reste une loi qui s'applique aux enfants. Est-ce qu'on peut redéfinir le mot "enfant" ? Les juristes me disent que non », a-t-il indiqué.

La menace de la tablette

Lundi, un organisme indépendant s'occupant de la petite enfance a annoncé son intention de lancer un comité citoyen pour faire le suivi serré des recommandations de la commission Laurent. Six signataires du rapport définitif de la commission spéciale se sont joints à l'initiative, imaginée par le Collectif petite enfance. « Il y a un ensemble de recommandations qui ne peuvent pas attendre », a martelé un de ces ex-commissaires, Jean-Marc Potvin, en entrevue.

La semaine dernière, Lionel Carmant avait accueilli avec « incrédulité » la sortie de l'ex-vice-président de la commission Laurent, André Lebon, qui s'est dit « désespéré » devant le peu d'avancement de la réforme. Mardi, le ministre s'est de nouveau dit « surpris » de la réaction d'une poignée de ces ex-commissaires. « Je ne comprends pas comment ils pouvaient espérer que tout se fasse avant la fin du mandat », a-t-il lancé.

Le projet de loi 15 constitue le premier pas d'une démarche de plusieurs années vers la réforme de la DPJ, selon le ministre Carmant. Des sommes supplémentaires pour les services à l'enfance seront inscrites au budget du 22 mars prochain, assure-t-il.

[Retour à la table des matières](#)



DES ACTIONS QUI NE PASSENT PAS INAPERÇUES

La Voix de l'Est – 2022-02-26 – p. 23

Par : Marie-France Létouneau

<https://www.lavoixdelest.ca/2022/02/23/itinérance-des-actions-qui-ne-passent-pas-inaperçues-7a5532fd3c3f4ee2058a95f64da8e87f>

LaVoixdeL'Est SAMEDI 26 FÉVRIER 2022

ACTUALITÉS 23

ITINÉRANCE

DES ACTIONS QUI NE PASSENT PAS INAPERÇUES

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU
marie-france.letourneau@lavoixdelest.ca

Les différentes actions posées au cours des derniers mois à Granby en matière d'itinérance ne sont pas passées inaperçues. La Ville de Granby figure parmi les finalistes des prix Mérite Ovation municipale de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), dans la catégorie Sécurité publique.

«La mobilisation et la concertation du milieu dans ce dossier ont été une plus-value», a commenté la mairesse de Granby, Julie Bourdon.

L'ouverture d'une halte-chaleur, de même que l'ajout de lits (disponibles à la nuitée aux itinérants) à la maison d'hébergement pour personnes en difficulté Le Passant, ont notamment été annoncés. Ces actions sont le fruit du travail du comité itinérance de la Ville, relève M^{me} Bourdon. Or, ce comité réunit à la même table des représentants de différents services municipaux, dont le service de police, ainsi que ceux

de différents organismes communautaires et du milieu de la santé. Dans les faits, le comité itinérance n'est pas nouveau. Mais la problématique d'itinérance s'étant accentuée l'été dernier, la mise en place d'actions concrètes s'imposait.

La Ville de Granby figure parmi les finalistes des prix Mérite Ovation municipale de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), dans la catégorie Sécurité publique

«On voulait aider, surtout en période hivernale. (...) Et ce n'est pas un seul service qui peut passer à l'action. Il faut travailler en concertation. Sinon, les actions ne tiennent pas la route», estime la mairesse.

NOUVELLE RESSOURCE

Le recrutement d'une ressource en travail social intégré

au service de police est une autre initiative qui a permis d'adapter les interventions policières en contexte de vulnérabilité.

«La présence de cette ressource au sein de notre service a déjà fait son effet. Un travail pour outiller nos policiers et policiers entourant des enjeux liés à la santé mentale est en cours, en plus de nous permettre d'aller encore plus loin dans le travail de collaboration avec le milieu», souligne par voie de communiqué Caroline Garami, capitaine à la sécurité des milieux et des relations communautaires du Service de police de Granby.

La sélection finale des prix Mérite Ovation municipale se déroulera lors des assises de l'UMQ, les 12 et 13 mai prochains. Au total, plus de 50 projets ont été soumis dans neuf catégories différentes. Une importante délégation d'élus granbyens a déjà prévu être présente aux assises.



La problématique d'itinérance s'étant accentuée à Granby l'été dernier, la mise en place d'actions concrètes s'imposait.

Fin des quartiers blancs, place aux quartiers écologiques

Terminée l'utilisation de l'expression «quartiers blancs» à Granby. Ces secteurs de la ville, où le sel de déglaceage est banni, sont désormais désignés sous le vocable «quartiers écologiques».

Cette révision de l'appellation a été réalisée à la suite d'une demande de la mairesse, Julie Bourdon, à récemment baptisé sans la Ville par voie de communiqué. Le but : «énoncer plus clairement ce que représentent ces quartiers ou des abrasifs (petites pierres fracturées) sont privilégiés aux salés de déglaceage au cours des opérations de déneigement, dans un souci de protection de l'environnement», est-il souligné.

Les 307 enseignes réparties dans les différents secteurs de la ville où les abrasifs priment le sel de déglaceage ont été remplacées ces derniers temps. Les coûts de l'opération s'élèvent à un peu plus de 5500\$, selon les données transmises à La Voix de l'Est.

VOCABULAIRE MODERNE

«Nous réfléchissons davantage la réalité de nos opérations de déneigement, tout en nous assurant d'utiliser un vocabulaire moderne à ce sujet», a affirmé Julie Bourdon. Selon le site web de la Ville, les quartiers écologiques représentent 233 km de rue, sur un total de 525 km.

Les quartiers écologiques, présents sur le territoire depuis 2010, sont situés près de riveaux naturels sensibles, dont le lac Bowin. En 2016, un Granbyen originaire de France avait affirmé que le terme «quartier blanc» pouvait prêter à interprétation. Son intervention avait suscité de nombreuses réactions, mais l'appellation avait malgré tout été conservée.

Au fil du temps, l'état des conditions routières dans ces quartiers a davantage fait réagir que l'expression utilisée pour les désigner.

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU



PLOMBERIE CARIGNAN INC.
Résidentiel | Commercial | Industriel

Travaux de plomberie
Inspection par caméra - Nettoyage et débouchage haute pression
Localisation de bris - Drain de fondation - Excavation

Jean-Yves Carignan
www.PloMBERIECarignan.com
450.378.7473

GARAGE CHRISTIAN ST-PIERRE
UNIPRO

Pour une expérience client optimale
Consultez notre site pour les promotions

Entretien et réparation : auto / VR / camion léger
■ Antirouille ■ Pneus ■ Amortisseurs ■ Climatiseur ■ Freins

4 autos de courtoisie disponibles

2, rue Barré, Granby
450 776-6868
garagechristianstpierre.com

Les différentes actions posées au cours des derniers mois à Granby en matière d'itinérance ne sont pas passées inaperçues. La Ville de Granby figure parmi les finalistes des prix Mérite Ovation municipale de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), dans la catégorie Sécurité publique.

«La mobilisation et la concertation du milieu dans ce dossier ont été une plus-value», a commenté la mairesse de Granby, Julie Bourdon.

L'ouverture d'une halte-chaleur, de même que l'ajout de lits (disponibles à la nuitée aux itinérants) à la maison d'hébergement pour personnes en difficulté Le Passant, ont notamment été annoncés. Ces actions sont le fruit du travail du comité itinérance de la Ville, relève M^{me} Bourdon.

Or, ce comité réunit à la même table des représentants de différents services municipaux, dont le service de police, ainsi que ceux de différents organismes communautaires et du milieu de la santé.



Dans les faits, le comité itinérance n'est pas nouveau. Mais la problématique d'itinérance s'étant accentuée l'été dernier, la mise en place d'actions concrètes s'imposait.

«On voulait aider, surtout en période hivernale. (...) Et ce n'est pas un seul service qui peut passer à l'action. Il faut travailler en concertation, sinon, les actions ne tiendront pas la route», estime la mairesse.

NOUVELLE RESSOURCE Le recrutement d'une ressource en travail social intégré au service de police est une autre initiative qui a permis d'adapter les interventions policières en contexte de vulnérabilité.

«La présence de cette ressource au sein de notre service a déjà fait son effet. Un travail pour outiller nos policières et policiers entourant des enjeux liés à la santé mentale est en cours, en plus de nous permettre d'aller encore plus loin dans le travail de collaboration avec le milieu», souligne par voie de communiqué Caroline Garand, capitaine à la sécurité des milieux et des relations communautaires du Service de police de Granby.

La sélection finale des prix Mérite Ovation municipale se déroulera lors des assises de l'UMQ, les 12 et 13 mai prochain. Au total, plus de 80 projets ont été soumis dans neuf catégories différentes. Une importante délégation d'élus granbyens a déjà prévu être présente aux assises.

La Ville de Granby figure parmi les finalistes des prix Mérite Ovation municipale de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), dans la catégorie Sécurité publique

[Retour à la table des matières](#)



Des villes inquiètes du REM et de l'avenir d'AccèsLogis

Le Devoir – 2022-02-28

Par : Zacharie Goudreault

<https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/680310/des-villes-inquietes-du-rem-et-de-l-avenir-d-acceslogis>

Les villes de la grande région de Montréal sont inquiètes de la pression que pourrait exercer le Réseau express métropolitain (REM) sur leurs finances, tandis que l'avenir du programme AccèsLogis ainsi que l'inflation soulèvent des préoccupations à l'échelle de la province.

Le Devoir a épluché les mémoires qu'ont déposés de nombreux organismes et villes à l'approche du budget 2022-2023 du gouvernement Legault, qui sera présenté le 22 mars dans un contexte d'année électorale et d'une pandémie qui s'étire.

Sans surprise, le financement du transport en commun, dont les revenus tarifaires ont été durement frappés par la crise sanitaire, se trouve au cœur des préoccupations de plusieurs villes. Dans la région métropolitaine, cependant, l'arrivée graduelle du REM dès cette année ajoute une couche de préoccupations supplémentaire pour les municipalités qui seront desservies par ce train léger, qui reliera notamment la Rive-Sud (région de Montréal) au centre-ville et disposera d'une antenne en direction de l'aéroport Montréal-Trudeau et dans l'ouest de la métropole.

L'entente entourant le financement du REM prévoit une contribution financière de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) au promoteur CDPQ Infra qui sera calculée en fonction d'un tarif de 0,72 \$ par passager-kilomètre. Les municipalités de la région de Montréal devraient pour leur part contribuer à hauteur de 30 millions de dollars par année en plus d'absorber 15 % « du coût additionnel » de l'exploitation du train léger. Québec assumera le reste de cette facture.

« Ce montant est en fait inconnu parce que ça dépend de l'achalandage » du futur train électrique, explique Stéphane Pineault, coordonnateur exécutif à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Il pourrait toutefois faire gonfler à plus de 70 millions de dollars la facture annuelle d'exploitation du REM pour les municipalités de la grande région de Montréal, dit-il.

La CMM craint d'ailleurs que la pandémie ait pour effet d'augmenter le fardeau financier des municipalités concernées en réduisant la fréquence du REM, dans l'éventualité où CDPQ Infra refuserait de compenser les pertes subies.

« Compte tenu des risques reliés à la rentabilité du service, il s'avère nécessaire que le gouvernement s'assure que les contributions municipales ne soient pas plus élevées que celles prévues à l'origine », écrit la CMM dans son mémoire. Ainsi, l'entrée en service « prochaine » de la première phase de ce vaste projet de train léger, qui sera à terme prolongé vers l'est de l'île de Montréal, « ajoute à l'urgence de bonifier le cadre financier métropolitain », indique l'organisation, qui regroupe les 82 municipalités de la grande région de Montréal.

« On n'a pas le choix. On a un problème devant nous et on devra trouver un moyen de financer le transport collectif », souligne également en entrevue la directrice générale de Trajectoire Québec, Sarah V. Doyon. Dans son mémoire, elle plaide ainsi pour la mise en place de mesures écofiscales — comme des péages routiers — en plus d'un accroissement à court terme de l'aide



financière accordée aux sociétés de transport en commun dans le contexte de la pandémie. L'organisme craint d'ailleurs que le financement du REM nuise à celui des sociétés de transport de la région, faute de fonds disponibles.

« Le REM va avoir des impacts financiers », confirme Pierre Barrieau, expert en planification des transports et chargé de cours à l'Université de Montréal. À long terme, cependant, ce projet de transport en commun pourrait augmenter les revenus des villes qu'il traversera en augmentant leur densité, et donc leurs revenus fonciers, ajoute-t-il. « Il ne faut pas l'oublier », dit l'expert.

On n'a pas le choix. On a un problème devant nous et on devra trouver un moyen de financer le transport collectif.

— Sarah V. Doyon

En mal de logement social

Les demandes sont par ailleurs grandes à l'échelle de la province en matière de logement social, au moment où plusieurs municipalités s'inquiètent de l'avenir que réserve le gouvernement du Québec au programme AccèsLogis, qui finance ce type de logements depuis 1997.

« Pour nous, le programme AccèsLogis Montréal, c'est un programme auquel on croit, qui est important », explique au Devoir la présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, Dominique Ollivier. Elle déplore toutefois un « sous-investissement » dans ce programme au cours des trois dernières années. La Ville souligne d'ailleurs à traits rouges dans son mémoire l'absence de sommes prévues dans AccèsLogis Montréal en 2019-2020 et en 2020-2021.

L'administration municipale réclame ainsi 265 millions de dollars pour réaliser d'ici 2025 les quelque 2000 logements d'AccèsLogis promis dans les dernières années pour Montréal, mais qui n'ont toujours pas été livrés. « La demande est absolument réaliste », souligne Mme Ollivier.

La CMM réclame pour sa part l'aménagement de 3000 logements sociaux et de 9000 logements abordables par année dans la grande région de Montréal, jusqu'en 2031. « Ça donne l'ampleur des besoins dans le Grand Montréal », dit Stéphane Pineault.

Les besoins pour des logements accessibles aux personnes à faible revenu se font aussi sentir à l'extérieur de la région métropolitaine. La Ville de Québec plaide notamment pour la construction d'une « variété de logements sociaux » le long du tracé de son futur tramway. En demandant au gouvernement Legault d'investir dans l'aménagement de 250 logements sociaux et d'autant de logements abordables par année, sur une période de cinq ans sur son territoire, l'administration du maire Bruno Marchand espère ainsi répondre aux besoins « de nombreux ménages à la recherche d'un logement correspondant à leur capacité financière », indique son mémoire.

La Communauté métropolitaine de Montréal réclame pour sa part l'aménagement de 3000 logements sociaux et de 9000 logements abordables par année jusqu'en 2031.

Les impacts de l'inflation

L'inflation galopante au pays pourrait d'ailleurs avoir des répercussions sur le portefeuille de plusieurs municipalités, qui interpellent le gouvernement Legault à ce sujet.

« Une inflation supérieure à 2 % sur une longue période pourrait avoir des impacts importants puisque 86 % de nos dépenses de fonctionnement sont en lien avec l'inflation, soit la



rémunération des employés, le coût des contrats de construction et services ainsi que les biens. La hausse de la valeur foncière envisagée à elle seule ne suffira pas pour combler l'augmentation des dépenses », explique entre autres la Ville de Rouyn-Noranda en prévision du prochain budget du gouvernement Legault.

« Tout ça s'inscrit dans un contexte où la majorité de nos revenus dépendent du foncier », évoque pour sa part Dominique Ollivier. Or, les municipalités doivent aussi prendre en considération les impacts de l'inflation sur la marge de manœuvre financière des résidents, qui s'en retrouve limitée. Il devient alors ardu pour une ville de miser sur la taxe foncière pour compenser ses pertes financières.

« Il faudra trouver un équilibre », conclut l'élue de Projet Montréal, qui plaide pour une diversification des revenus des municipalités de la province.

[Retour à la table des matières](#)



« Sans la Maison Oxygène, j'aurais perdu ma fille »

La Voix de l'Est – 2022-02-28

Par : Billie-Anne Leduc

<https://www.lavoixdelest.ca/2022/02/28/sans-la-maison-oxygene-jaurais-perdu-ma-fille-3ce331030a699bd0d3f27b6b9e7342d3>

Dans les bras de son père, la petite Luce* dort paisiblement. Depuis que Fred* est hébergé par la Maison Oxygène des Yamaska, il peut garder avec lui son bébé âgé de deux mois. « Elle aime la chaleur et le bruit. On apprend à se connaître. »

La Maison Oxygène des Yamaska, qui a ouvert ses portes à Granby en 2020, offre un service d'hébergement et de soutien aux pères et à leurs enfants vivant une situation difficile, comme des problèmes financiers, une séparation, de la violence conjugale, des difficultés parentales, etc.

« On a un processus de sélection des pères, on évalue si on peut répondre à leurs besoins, mais aussi la compatibilité avec les autres résidents, la dangerosité envers lui-même et les autres, etc. C'est souvent très rapide. Comme Fred, le soir il m'appelait, et le lendemain il emménageait avec son bébé », indique Jessica Brouillette, alias Super-Jessica, coordonnatrice de l'organisme.

« S'il pouvait allaiter, il le ferait »

Sans entrer dans les détails judiciaires, la situation de Fred ne lui permettait de garder sa fille que s'il était hébergé par la Maison Oxygène, qui a ainsi accueilli entre ses murs son premier bébé.

Et hop, rapidement, la maison s'est équipée d'une bassinet, d'un parc, de biberons, bref, le « toute autre tâche connexe » de Jessica, qui est la seule employée présentement, avec une aide la fin de semaine. « J'ai reçu des dons de vêtements, de lingettes, de couches et de lait, remercie Fred. On pense que les couches coûtent cher, mais le lait...! »

« Si Fred pouvait allaiter, il le ferait ! », rétorque Jessica, qui croit que le jeune homme est un « super-papa », lui qui apprend tous les jours et « consacre sa vie à sa fille ».

Préjugés de « l'homme violent »

La Maison Oxygène devait originellement être située sur la rue Déragon, mais suite à une levée de boucliers de citoyens, elle a dû être repositionnée dans un endroit que Jessica et Stéphane Prévost, directeur général de l'organisme Ressources pour hommes de la Haute-Yamaska, ont préféré garder confidentiel pour ne pas nuire aux enfants ou aux hommes vivant de la violence et du harcèlement.

« Fred représente vraiment l'esprit de la maison, dit Stéphane Prévost. Un homme qui veut exercer sa paternité, qui veut créer un lien avec son enfant, ce que la Maison lui permet. »

Pour Fred, avoir sa fille avec lui, plutôt que placée en famille d'accueil, est un grand soulagement. « Je mets tout mon temps et mon énergie à m'occuper d'elle. »

Sans rien enlever aux précieuses ressources destinées aux femmes, Mme Brouillette croit que « les hommes sont un peu oubliés ». Non seulement il n'existait pas d'organisme d'hébergement



spécifique aux pères avec leurs enfants avant l'arrivée de la Maison Oxygène, mais certains préjugés dépeignent encore et toujours l'homme comme méchant, violent et responsable aussitôt qu'un conflit survient, rapporte Jessica. « Je suis proégalité. Un homme est une personne. Une personne contrôlante peut être une femme ou un homme. »

Jessica Brouillette, coordonnatrice de la Maison Oxygène et Stéphane Prévost, directeur général de Ressources pour hommes de la Haute-Yamaska, qui chapeaute la maison.

Jessica Brouillette, coordonnatrice de la Maison Oxygène et Stéphane Prévost, directeur général de Ressources pour hommes de la Haute-Yamaska, qui chapeaute la maison.

LA VOIX DE L'EST, STÉPHANE CHAMPAGNE

Demander de l'aide, faire connaître

La coordonnatrice rappelle à quel point il peut être difficile pour un homme de sortir de l'idée patriarcale comme quoi il doit être « le pourvoyeur », et à quel point beaucoup peinent à demander de l'aide.

Pour Fred comme pour d'autres, il était difficile de sortir de cette étiquette d'agressivité. « J'avais beau dire ce que je vivais, comment j'étais, c'était pas assez. Mais là, ils me voient aller et je me sens plus écouté. »

« Moi, je leur dirais qu'il ne faut pas lâcher, et que beaucoup de ressources existent, encourage Fred. Je ne savais même pas que la Maison existait avant d'y entrer. Il faut la faire connaître. Sans eux, j'aurais perdu ma fille. »

La Maison Oxygène des Yamaska, qui a ouvert ses portes à Granby en 2020, offre un service d'hébergement et de soutien aux pères et leurs enfants vivant une situation difficile, comme des problèmes financiers, une séparation, de la violence conjugale, des difficultés parentales, etc.

La Maison Oxygène des Yamaska, qui a ouvert ses portes à Granby en 2020, offre un service d'hébergement et de soutien aux pères et leurs enfants vivant une situation difficile, comme des problèmes financiers, une séparation, de la violence conjugale, des difficultés parentales, etc.

LA VOIX DE L'EST, STÉPHANE CHAMPAGNE

Une meilleure subvention, que M. Prévost espère obtenir avec le prochain budget provincial, permettrait d'engager 3-4 intervenants de plus, ce qui consoliderait la sécurité et l'aide de proximité, en plus d'aménager des chambres capables d'accueillir près de 7 pères et leurs enfants à la fois.

La Maison Oxygène des Yamaska fait partie du Réseau Maisons Oxygène. L'organisme offre également un suivi post-hébergement, et comporte un volet de prévention de l'itinérance. Pour de l'aide et de l'information, contactez le 450-991-6680.

*Noms fictifs

+

UN TOIT POUR RESPIRER

Depuis la première Maison Oxygène, créée à Montréal en 1989, 21 ressources en soutien et hébergement pour pères-enfants ont été mises sur pied dans 12 régions du Québec. Celle de Granby, qui couvre la Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi, a pu accueillir son premier papa en novembre 2020.



Les Maisons Oxygène du Québec ont aidé et hébergé 3500 pères et 2800 enfants en 2020-2021, soit le double de l'année précédente, informe le Réseau des Maisons Oxygène. Parmi ceux-ci, 71 % étaient séparés depuis moins d'un an, 58 % vivaient de l'instabilité résidentielle, 52 % de la détresse psychologique, 42 % de l'isolement social et 21 % de la violence ou de la négligence dans leur enfance.

Des dizaines de placements d'enfants ont été évités en 2020-2021 grâce au travail des Maisons Oxygène et l'accompagnement par les Maisons Oxygène facilite le processus de garde pour 64 % des papas.

Les hommes à bout de souffle ou les proches inquiets pour un papa de leur entourage sont invités à contacter la Maison Oxygène des Yamaska au (450) 991-6680. Les intéressés peuvent également visiter le site Facebook de la Maison Oxyène des Yamaska.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



LES FAMILLES LES PLUS PAUVRES SONT DÉJÀ À COURT DE STOCK ALIMENTAIRE

Action contre la faim – 2022-02-22

<https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/les-familles-les-plus-pauvres-sont-deja-a-court-de-stock-alimentaire/>

La période de soudure habituellement observée entre juin et août et qui correspond aux moments où les réserves alimentaires des ménages sont épuisées et où leurs membres sont engagés dans les travaux champêtres, en attendant les futures récoltes, s'annonce plus longue et plus rude. En effet, dès ce mois de janvier 2022, des familles ont signalé avoir consommé leurs récoltes de l'an passé.

Entre juin et août 2022, environ 901 042 personnes soit 38% de la cible nationale seront exposées à l'insécurité alimentaire aigue sévère avec un besoin d'assistance alimentaire urgent, selon les résultats du Cadre Harmonisé.

Une saison agricole 2021 perturbée qui menace la sécurité alimentaire des communautés. Ces dernières années, les saisons subissent les effets du dérèglement climatique : les pluies sont de plus en plus faibles et mal réparties dans le temps. La courte saison pluvieuse, de juillet à septembre, se caractérise par une alternance de poches de sécheresse et des averses de plus en plus fortes ce qui a un impact direct sur la dégradation des sols et les rendements des cultures. La campagne agropastorale 2021 a été particulièrement mauvaise dans toute la bande sahélienne. L'arrivée très tardive des pluies (première décennie de juillet) et la longue séquence sèche constatée tout le mois d'août (habituellement le mois le plus pluvieux), ont eu pour conséquence une faible production agricole, une biomasse fourragère insuffisante et une disponibilité en eau de surface réduite exacerbant la vulnérabilité des ménages pastoraux.

Selon Mohamadou Mouctarou Superviseur sécurité alimentaire et moyens d'existence d'Action contre la Faim dans le projet RESILAC « la campagne passée, nous avons constaté qu'il y avait une recrudescence de poches de sécheresse, et ce dans plusieurs de nos zones d'intervention. Il y avait un arrêt précoce des pluies, ce qui a eu un impact une faible production. Les rendements agricoles sont faibles d'année en année car les sols se dégradent ».

Au-delà de la sécheresse et des perturbations climatiques qui ont réduit presque à néant la production agricole dans certaines zones dont Makary et Goulfey, des attaques d'oiseaux granivores (janvier 2022, juillet et août 2021) et de pachydermes (éléphants et hippopotames) ont dévasté les quelques faibles superficies cultivées. Des alertes et menaces de criquets pèlerins et chenilles légionnaires ont également été signalées lors de cette campagne. L'embonpoint du cheptel est faible, résultat de la faible disponibilité de biomasse fourragère.

Les ménages pauvres et très pauvres ont du mal à avoir des repas de qualité et de quantité suffisante durant la période de soudure

La période de soudure commence de plus en plus tôt et dure plus longtemps avec des conséquences dramatiques pour la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la cohésion sociale des communautés. Nous constatons que les changements et variabilités climatiques observés ces dernières années précipitent le démarrage de la soudure et allongent ainsi sa durée. En effet, les faibles récoltes enregistrées lors des saisons de pluies perturbées, s'épuisent rapidement dès



février ou mars, souvent dès en janvier, laissant place à la pénurie des denrées alimentaire et à l'augmentation des prix sur le marché.

Cela s'observe sur les marchés comme celui de Makary où, le prix du sac de 92 kg de mil, principale denrée de base locale est passé de 20 000 XAF en janvier 2021 à 28 000 XAF en janvier 2022, soit une hausse 29%. Sur les marchés de Goulfey par exemple, le sac de niébé de 60 kg est passé de 30 000 XAF en janvier 2021 à 45 000 XAF en janvier 2022 soit une hausse de 50% selon le Service MINADER KOUSSERI, Janvier 2022.

"CETTE ANNÉE NOUS AVONS EU BEAUCOUP DE DIFFICULTÉS PAR RAPPORT AUX PRODUCTIONS. NOS RÉCOLTES ONT ÉTÉ TRÈS FAIBLES ET NOS STOCKS SONT DÉJÀ ÉPUISÉS EN JANVIER."

MONSIEUR BOUBA – PRODUCTEUR, DARGALA, CAMEROUN

Monsieur Bouba, producteur dans la commune de Dargala raconte : « Cette année nous avons eu beaucoup de difficultés par rapport aux productions, parce qu'il y a eu des arrêts subits de pluie ayant occasionné beaucoup de problèmes dans nos familles. Nos récoltes ont été très faibles et nos stocks sont déjà épuisés en janvier. Sur le marché, le prix du mil, denrée de base de nos familles, ne fait qu'augmenter... C'est très compliqué pour les pères de famille car la situation ne fera qu'empirer sur les marchés. Nous sommes en train de courir à gauche à droite pour chercher de quoi à manger ».

Les personnes rencontrées sur le terrain témoignent que leurs récoltes sont déjà épuisées au mois de janvier. Cette situation oblige certains ménages pauvres et très pauvres à adopter des stratégies néfastes, les exposant à la malnutrition comme manger une seule fois par jour et le plus souvent, un repas de monotone et pauvre en qualité.

En temps normal, la région de l'Extrême-Nord connaît des taux très élevés de malnutrition chronique qui traduisent un manque de quantité et de diversité de l'alimentation. Les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle SMART 2021 montrent une malnutrition chronique très élevée de 40,2%. Le manque de nourriture observé en ce début 2022 risque d'aggraver cette situation et de plonger de nombreux enfants dans la malnutrition aiguë sévère qui met leur santé et leur vie en danger.

« Lorsque des zones sont confrontées à des sécheresses, il faudrait sortir du modèle qui consiste à uniquement répondre aux catastrophes. Une approche « sans regret » qui consiste à répondre de façon préventive dès que le manque de pluie est confirmé est nécessaire pour empêcher des souffrances, limiter la mortalité des enfants et empêcher la perte des ressources des familles. Pour l'Extrême-Nord du Cameroun, ces actions préventives n'ont pas été possibles faute de financement, il faut dès à présent que les fonds nécessaires soient mobilisés pour répondre à la crise nutritionnelle et de sécurité alimentaire qui s'annonce durant la période de soudure. » explique Shanti Moratti, directeur pays d'Action contre la Faim au Cameroun.

Action contre la Faim apporte un appui aux communautés de la région de l'Extrême-Nord Cameroun pour renforcer leur résilience face aux effets de la soudure.

[Retour à la table des matières](#)



Dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse menace 13 millions de personnes

Le Soleil – 2022-02-23

Par : Simon Valmary, Agence France-Presse

<https://www.lesoleil.com/2022/02/23/dans-la-corne-de-lafrique-la-secheresse-menace-13-millions-de-personnes-0d5efbfa46212427ba4ce7374e035808>

Du sud de l'Éthiopie au nord du Kenya en passant par la Somalie, la Corne de l'Afrique fait face à une sécheresse qui alarme les organisations humanitaires, avec près de 13 millions de personnes menacées par la faim.

Dans ces régions où la population vit majoritairement d'élevage et d'agriculture, les trois dernières saisons des pluies depuis fin 2020 ont été marquées par de faibles précipitations, venant s'ajouter à une invasion de criquets qui a ravagé les cultures entre 2019 et 2021.

«La Corne de l'Afrique représente 4% de la population mondiale mais 20% de la population en état d'insécurité alimentaire», relevait le 11 février le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique de l'Est, Michael Dunford.

Selon l'ONU, 5,7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire dans le sud et le sud-est de l'Éthiopie, dont un demi-million d'enfants et de mères souffrant de malnutrition.

Dans l'est et le nord du Kenya, où le président a déclaré en septembre l'état de catastrophe nationale, 2,8 millions de personnes ont besoin d'aide.

En Somalie, le nombre de personnes classées comme souffrant de grave faim pourrait passer de 4,3 millions à 4,6 millions d'ici mai, si aucune intervention urgente n'est menée. Les autorités ont déclaré l'état d'urgence humanitaire en novembre.

Dans ce pays, «la malnutrition a atteint des niveaux de crise», a récemment alerté un porte-parole de l'Unicef en Somalie, Victor Chinyama, appelant à «agir maintenant»: «Si on attend que la situation se détériore ou que la famine soit déclarée, il sera peut-être trop tard».

Au bord de la catastrophe

En 2017, une mobilisation humanitaire précoce avait permis d'éviter une famine en Somalie, contrairement à 2011 où 260 000 personnes - dont la moitié d'enfants de moins de six ans - étaient mortes de faim ou de troubles liés à la faim.

À l'heure actuelle, seuls 2,3% de l'appel de l'ONU à mobiliser 1,46 milliards de dollars (1,23 milliards d'euros) pour subvenir aux besoins en Somalie en 2022 ont été pourvus.

«Il y a une très petite fenêtre pour agir (...) on est vraiment au bord de la catastrophe», a estimé la semaine dernière le directeur du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO, Rein Paulsen.



«Nous avons (...) jusqu'au milieu de cette année, jusqu'en juin - une fenêtre très étroite - pour intensifier les actions urgentes et éviter le pire des scénarios», a-t-il estimé.

Au-delà des conséquences mortelles directes, la pénurie d'eau et la raréfaction des pâturages sont également sources de conflits, notamment entre bergers.

Le bétail -moyen de subsistance essentiel dans cette région- meurt en masse. Au Kenya, pas moins de 1,4 million de têtes de bétail ont péri, selon l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA).

Dans ce pays réputé pour ses réserves et parcs naturels, la faune sauvage est aussi menacée.

De nombreux cas d'animaux sauvages (girafes, antilopes...) morts faute d'eau et de nourriture ont été recensés.

Il arrive aussi que les animaux désertent leur zone d'habitat habituel en quête d'eau ou de nourriture.

Dans le centre du pays, des félins s'en sont pris à des troupeaux, des éléphants ou des buffles sont venus paître dans des fermes, suscitant la colère des habitants.

[Retour à la table des matières](#)



« Au Nigeria comme ailleurs, les ressources naturelles enrichissent certains mais sapent le développement »

Le Monde – 2022-02-24

Par : Marie de Vergès

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/24/au-nigeria-comme-ailleurs-les-ressources-naturelles-enrichissent-certains-mais-sapent-le-developpement_6115030_3232.html

Les pays d'Afrique dont le sous-sol est riche en matières premières ne sont pas forcément ceux dont la population en profite le plus. Ils sont, bien souvent, victimes de la « malédiction des ressources naturelles », raconte Marie de Vergès, journaliste au « Monde », dans sa chronique.

Chronique. Le Nigeria a vécu, mi-février 2022, une mésaventure que l'on pourrait trouver cocasse si elle n'était pas désolante. Le premier producteur d'or noir en Afrique a été confronté toute une semaine à une pénurie de carburant, provoquant de monstrueux embouteillages dans les stations-service du pays. A l'origine de ce dysfonctionnement, l'importation accidentelle d'une grosse quantité d'essence frelatée. Car là est le nœud du problème : le Nigeria achète à l'étranger l'essentiel de son carburant, faute de raffiner lui-même les centaines de milliers de barils extraits chaque jour de son sous-sol.

L'incident a causé un « choc inutile » à l'économie, selon le Bureau national des statistiques. Dans l'immédiat, on s'attend à un nouveau pic d'inflation alors que près d'un Nigérian sur deux vit avec moins de 1,90 dollar par jour. A plus long terme, cet incident vient confirmer ce que l'on savait déjà : les incroyables richesses pétrolières du géant d'Afrique de l'Ouest ne profitent guère à sa population.

En jargon économique, on appelle ceci la « malédiction des ressources naturelles ». Ou comment, trop souvent, l'exploitation rentière des matières premières déstabilise l'activité économique, nourrit la corruption, ralentit l'industrialisation et aggrave la pauvreté. Au Nigeria, l'argent du pétrole a été dilapidé pendant des décennies. Et la première économie africaine en termes de PIB est, à de nombreux égards (mortalité infantile, violence, déscolarisation...), un Etat en déliquescence.

Or, comme le Nigeria, de nombreux pays africains dépendent encore à l'excès de leurs ressources naturelles. Pour certains, il peut s'agir de thé, de coton ou de cacao, mais il est plus souvent question de produits miniers ou pétroliers. En Angola, au Tchad, en République démocratique du Congo (RDC) ou encore au Soudan du Sud, les exportations sont composées à plus de 90 % de ressources extractives.

Croissance volatile

Est-ce forcément problématique ? L'Economie africaine 2022 (La Découverte, 126 pages, 10 euros), tout juste publié par l'Agence française de développement (AFD), nous livre des éléments d'appréciation factuels mais éclairants sur « l'inertie » de ces économies tributaires de leur sous-sol. On y apprend qu'elles ont enregistré des taux de croissance plus faibles depuis 2015 que les pays plus diversifiés. Et qu'elles ne sont pas parvenues, dans l'ensemble, à renouer avec leur niveau d'activité d'avant la crise du coronavirus.



La croissance y est volatile, soumise aux aléas des cours mondiaux. Quand les prix sont fortement à la hausse, les caisses de l'Etat se remplissent mais l'afflux de capitaux renchérit la monnaie, ce qui handicape la compétitivité et décourage l'industrialisation. Quand ils s'effondrent, les recettes publiques s'évaporent et les déficits se creusent.

La suite est réservée aux abonnés.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)